

ALIMENTATION EN EAU DEPUIS LE BARRAGE DE KOUDIAT ACERDOUNE (BOUIRA)

Fin du stress hydrique pour 34 agglomérations du centre en 2009

Le spectre du stress hydrique et la pénurie d'eau sont, a priori, définitivement écartés pour une trentaine de localités de quatre wilayas du centre du pays.

Lotfi Mérad - Alger (Le Soir) - Dès la mise en service du barrage de Koudiat Acerdoune, vers la fin de l'année 2009, pas moins de 34 agglomérations à Bouira, Tizi-Ouzou, Médéa et M'sila seront «mises à l'abri d'une éventuelle pénurie d'eau» tant pour les besoins en alimentation que pour ceux de l'agriculture. Selon le ministre des Ressources en eau, Abdelmalek Sellal, en visite hier à Bouira, la mise en eau du barrage en cours de réalisation par l'entreprise française Razel en octobre 2008 sera suivie par le lancement du transfert des eaux en novembre de la même année vers les wilayas de Bouira et le sud de Tizi-Ouzou (Boghni, Draâ-El-Mizan et les Ouadhias). La seconde tranche du transfert sera, quant à elle, livrée vers la fin de l'année prochaine et concernera les aggloméra-

tions situées dans les wilayas de Médéa et M'sila, notamment la Nouvelle-Ville de Boughezoul et Aïn Lahdjal. Les travaux de transfert pour cette seconde tranche seront lancés incessamment. Il convient de noter que la barrage de Koudiat Acerdoune a une capacité de stockage de 640 millions de mètres cubes. C'est le deuxième plus grand barrage d'Algérie après celui de Béni Haroune.

Dès sa mise en service, il alimentera à hauteur de 70 millions de mètres cubes par an les villes de quatre wilayas limitrophes et répondra aux besoins en eau de plus de 800 000 habitants. A la mise en service totale du barrage de Koudiat Acerdoune à la fin de l'année prochaine, l'exploitation sera assurée par une entreprise étrangère pour une durée de trois



Photo : DR

Une capacité de stockage de 640 millions de mètres cubes.

ans. L'on notera, en outre, que le chantier du barrage de Koudiat Acerdoune a enregistré plusieurs arrêts en raison de difficultés liées à la nature du sol et aux glissements de terrains, ce qui a nécessité une seconde étude plus approfondie et le déplacement de un million de mètres cubes de terre l'expérience de Béni Haroune nous a permis d'éviter de refaire les mêmes erreurs

à Koudiat Acerdoune», dira à ce propos Abdelmalek Sellal en affirmant que ce barrage peut résister à un tremblement de terre de 7,5 degrés sur l'échelle de Richter.

En plus des apports du barrage de Koudiat Acerdoune, le second barrage de la wilaya de Bouira, qui a été au programme de la visite du premier responsable du secteur, en l'occurrence

Tilezmit, renforcera l'alimentation en eau de toute la région et répondra aux besoins du chef-lieu de wilaya, de 12 communes limitrophes ainsi que ceux de la zone industrielle de Sidi Khaled et le périmètre irrigué d'une superficie totale de 5 600 ha.

Cet ouvrage hydraulique a une capacité totale de stockage de plus de 167 millions de mètres cubes.

Restent toutefois les travaux de transfert, confiés à Cosider Canalisation qui enregistrent un grand retard.

Sur place, Abdelmalek Sellal a exhorté les responsables du chantier à prendre les mesures nécessaires pour achever les travaux de transfert et de la station de traitement au plus tard en juillet prochain.

L. M.

CONSEIL DE LA NATION

Des sénateurs en tournée d'inspection à Alger

Sept sénateurs membres de la commission permanente des finances et des affaires économiques du Conseil de la nation ont entrepris, hier, une tournée dans les circonscriptions administratives de l'est de la capitale.

Une tournée qui a débuté par l'usine de dessalement d'eau de mer où les parlementaires ont reçu des explications détaillées sur le fonctionnement de cette unité. Les questions ont tourné essentiellement sur les risques de pollution, la centrale étant située dans une zone très sensible. La délégation a visité par la suite le chantier du métro d'Alger au quartier Mer et Soleil ainsi que les ateliers de remisage des rames du tramway, situés à Bordj-El-Kiffan.

A Sidi-Moussa, les sénateurs se sont rendus au centre d'entraînement des équipes nationales de football. Bien qu'achevé, ce projet n'est toujours pas opérationnel.

La visite s'est terminée au niveau du carrefour de la Concorde, à Bir-Mourad-Rais. Sur place, les sénateurs ont reçu des explications sur l'aménagement de la trémie. Ils ont même été interpellés par des commerçants dont les locaux, situés sur un terrain wakf, risquent d'être démolis sur décision du wali délégué de Bir-Mourad-Rais.

Notons enfin que cette visite entre dans le cadre d'un programme de «sortie sur le terrain» mis en œuvre par le Conseil de la nation.

T. H.

MÉNAGES EN PÉRIL

Plus de la moitié des Algériens consomment des sels non iodés

D'où proviennent les sels de table non traités qui inondent le marché algérien ? En dépit des conséquences très graves pour la santé publique, induites par la consommation d'un tel ingrédient, la question ne semble pas secouer les pouvoirs publics.

«La consommation du sel iodé affiche une baisse inquiétante ces dernières années», a estimé le P-DG de l'Enasel (l'Entreprise nationale des sels), Taha Hocine Farhat, en marge d'une journée d'étude portant sur les risques provoqués par la consommation du sel non-iodé, organisée hier à l'université de Constantine. Il précisera que «plus de la moitié des ménages algériens utilise actuellement des sels de table non traités».

Un état de faits qui constitue un problème de santé publique des plus sérieux puisque le manque d'iode augmente fatalement l'incidence des «pathologies thyroïdiennes» parmi la population algérienne.

En effet, la baisse enregistrée en la matière est remarquable. En 1995, la consommation du sel iodé affichait

un taux de l'ordre de 92% sur l'ensemble des ménages. Ce chiffre a dégringolé depuis pour atteindre les 48% actuellement.

Une situation catastrophique. Pourtant, l'Etat algérien avait depuis 1990 imposé par voie réglementaire le traitement par l'iode de tous les sels destinés à la consommation humaine et même animale.

L'anarchie qui règne dans le marché algérien est, selon certains, pour beaucoup. Les bilans arrêtés par la Direction du commerce de la wilaya de Constantine durant ces dernières années sont éloquentes dans ce sens. L'année 2004 a connu un pic en matière de saisie avec 24 tonnes de sels non traités contre 8,6 en 2007. Plusieurs personnes (boulangers et marchands ambulants notamment), ont été sanctionnées successivement durant ces deux années.

En tout état de cause, la réflexion à d'autres mécanismes pour mettre fin à la commercialisation des sels non iodés est plus que nécessaire.

L'iode étant une substance indispensable dans le fonctionnement du corps humain. «Il stimule la procréation de l'hormone de croissance qui régule le métabolisme général chez

les êtres vivants. Les risques éventuels de subir des déformations chez le fœtus sont énormes, ce qui augmente le taux de mortalité chez les nouveau-nés d'autant que les complications chez les adultes peuvent aller jusqu'au développement d'un cancer», a expliqué un médecin du CHU de Constantine.

Enfin, cette journée d'étude s'inscrit dans une perspective de sensibilisation des consommateurs selon les termes de M. Farhat qui a indiqué que son entreprise avait dirigé plusieurs campagnes de ce genre auparavant, notamment auprès des boulangers. «Les Algériens sont des consommateurs attirés de pain dont le sel de table est un ingrédient nécessaire», justifiera-t-il.

Des conférences ayant trait aux troubles dus à la consommation de sel non iodé ont été données à l'occasion de ce séminaire par un panel de spécialistes de la nutrition et également des médecins. Il convient de noter que l'Enasel produit annuellement 100 000 tonnes de sels alimentaires et 200 000 tonnes de sels industriels dont 50 000 tonnes sont exportés vers la France et l'Espagne.

Lyas Hallas